



REPUBLIQUE FRANÇAISE  
DEPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHONE  
ARRONDISSEMENT D'AIX-EN-PROVENCE

**COMMUNE DE GARDANNE**

**EXTRAIT  
DU REGISTRE DES ARRÊTÉS DU MAIRE**

**Arrêté n° 2026-900-PM**

**OBJET : Prolongation de l'arrêté n°2026-713-PM - Autorisation de survol du domaine public communal par un drone, dans le cadre d'un film documentaire- société KSONNADE - du 21 mars 2026 au 22 mars 2026.**

**Le Maire de la Commune de Gardanne,**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2212-1, L.2212-2 L.2212-5 ;

**Vu** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;

**Vu** le Code Pénal, notamment ses articles R.610-5 ;

**Vu** le Code de l'aviation civile, notamment les articles D.133-10 et D.133-13 ;

**Vu** le Code des Transports, notamment les articles L.6111-1, L. 6214-1 et L. 6232-2 et L. 6232-3 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 17 décembre 2015 relatif à l'utilisation de l'espace aérien par les aéronefs qui ne circulent sans personne à bord ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 30 mars 2017 modifiant l'arrêté du 17 décembre 2015 relatif à l'utilisation de l'espace aérien par les aéronefs qui circulent sans personne à bord ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2019 définissant les caractéristiques techniques des dispositifs signalement électronique et lumineux des aéronefs ne circulant sans personne à bord ;

**Vu** la déclaration préalable en date du 04 mars 2026 présentée à la Préfecture des Bouches-du-Rhône par [REDACTED], représentant de la société **KSONNADE** ;

**Vu** le brevet d'aptitude n°FRA-RP-000000108267 délivré le 10 février 2026 à [REDACTED], né le 25 juillet 1977, à l'examen de Télé-pilote de drone, conformément à l'arrêté du 17 août 2021 modifiant l'arrêté du 18 mai 2018, relatif aux exigences applicables aux télé-pilotes qui utilisent des aéronefs civils circulant sans personne à bord à des fins autres que le loisir ;

**Vu** l'attestation de formation en date du 26 novembre 2025, conforme à l'arrêté du 03 décembre 2020 et à l'arrêté du 18 mai 2018 susvisés ;

**Vu** l'arrêté municipal n°2026-713-PM en date du 10 mars 2026 portant autorisation de survol du domaine public communal par un drone, dans le cadre d'un film documentaire- société KSONNADE - du 17 mars 2026 au 20 mars 2026 ;



**Vu** la requête en date du 16 mars 2026 par laquelle la société **KSONNADE**, sollicite la prolongation de l'autorisation de survol du domaine public communal en vue d'effectuer des prises de vues aériennes par drone dans le cadre d'un film documentaire jusqu'au 22 mars 2026 ;

**Considérant** la nécessité de modifier les dates d'autorisation de survol du domaine public indiquées dans l'arrêté n° 2025-713-PM du 10 mars 2026 en conséquence ;

**Considérant** qu'à l'occasion des prises de vue à l'aide d'un aéronef télé-piloté, il convient de prendre des mesures de nature à assurer l'ordre et la sécurité publique ;

## ARRÊTE

### Article 1 :

La société **KSONNADE** est autorisée à prolonger l'autorisation à survoler le domaine public communal (voir annexe 1) afin de procéder au décollage, à l'atterrissage et au vol d'un aéronef télé piloté (drone) **du 21 mars 2026 au 22 mars 2026**, afin d'effectuer des prises de vues aériennes sur les sites suivants :

- Quartier Château de Barême - 13120 Gardanne ;
- Quartier le vallon de Rambert - 13120 Gardanne ;
- Quartier Milhaud - 13120 Gardanne ;

Le décollage et l'atterrissage est effectué sur site de 08h00 à 19h00 avec une hauteur maximum de 120 mètres.

### Article 2 :

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Elle n'est jamais renouvelée tacitement et ne confère aucun droit acquis.

Il appartient aux personnes souhaitant une autorisation d'en formuler en temps voulu la demande.

### Article 3 :

Toutes les mesures nécessaires sont prises par la société **KSONNADE** afin de préserver la sécurité des personnes et des biens. L'entreprise est tenue de mettre en place un périmètre de sécurité et de s'assurer du bon fonctionnement du drone avant son décollage.

L'accès au service de secours et d'urgence doit être maintenu en permanence.

### Article 4 :

La société **KSONNADE** est tenue de se conformer aux dispositions prévues par l'arrêté ministériel du 17 décembre 2015 relatif à l'utilisation de l'espace aérien par les aéronefs qui ne circulent sans personne à bord.

Elle est responsable tant vis-à-vis de la Commune que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter du décollage, de l'atterrissage ou du vol de l'aéronef télé piloté.

Le non-respect de la réglementation entrainera le retrait de la présente autorisation.

**Article 5 :**

Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 6 :**

Monsieur le Maire, Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur du pôle prévention, sécurité et tranquillité publiques, Madame la Cheffe de service de la Police Municipale et Monsieur le Commandant de la Gendarmerie Nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de faire respecter le présent arrêté et de sa transcription au registre des arrêtés.

**Article 7 :**

Un extrait du présent arrêté sera transmis au représentant de l'Etat dans le département au titre du contrôle de légalité. Il sera également notifié l'intéressé et publié sur le site internet de la Commune.

**Fait à Gardanne, le 16 mars 2026,**

**Le Maire,**

**Hervé GRANIER**



**DELAIS ET VOIES DE RECOURS**

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours gracieux auprès de Monsieur le maire de Gardanne, sis Mairie de Gardanne, cours de la République - 13120 GARDANNE. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai de recours contentieux.

Le présent arrêté peut également faire l'objet, dans le même délai de deux mois à compter, soit de la date de sa notification ou de sa publication, soit à compter de la décision de rejet du recours gracieux, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Marseille sis 31 rue Jean-François Leca – 13002 MARSEILLE.

**Transmis au contrôle de légalité le :**

**Publié le :**

**Notifié le :**

**19 MARS 2026**

**19 MARS 2026**

ANNEXE 1

